

Ο περί της Συμβάσεως της Χάγης περί Ειρηνικού Διακανονισμού των Διεθνών Διαφορών (Κυρωτικός) Νόμος του 1993 εκδίδεται με δημοσίευση στην Επίσημη Εφημερίδα της Κυπριακής Δημοκρατίας σύμφωνα με το Άρθρο 52 του Συντάγματος.

Αριθμός 20(ΙΙΙ) του 1993

ΝΟΜΟΣ ΚΥΡΩΤΙΚΟΣ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ
ΠΕΡΙ ΕΙΡΗΝΙΚΟΥ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΤΩΝ ΔΙΕΘΝΩΝ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

Η Βουλή των Αντιπροσώπων ψηφίζει τα ακόλουθα:

Συνοπτικός
τίτλος.

1. Ο παρών Νόμος θα αναφέρεται ως ο περί της Συμβάσεως της Χάγης περί Ειρηνικού Διακανονισμού των Διεθνών Διαφορών (Κυρωτικός) Νόμος του 1993.

Ερμηνεία.

2. Στον παρόντα Νόμο, εκτός αν από το κείμενο προκύπτει διαφορετική έννοια—

«Σύμβαση» σημαίνει τη Σύμβαση της Χάγης περί Ειρηνικού Διακανονισμού των Διεθνών Διαφορών, η οποία έγινε στη Χάγη στις 18 Οκτωβρίου 1907.

Κύρωση
της Σύμβασης.

3. Με τον παρόντα Νόμο κυρώνεται η Σύμβαση, της οποίας το κείμενο στο γαλλικό πρωτότυπο εκτίθεται στο Μέρος Ι του Πίνακα και σε ελληνική μετάφραση στο Μέρος ΙΙ αυτού:

Νοείται ότι σε περίπτωση αντίφασης μεταξύ του κειμένου του Μέρους Ι και εκείνου του Μέρους ΙΙ του Πίνακα θα υπερισχύει το κείμενο που εκτίθεται στο Μέρος Ι αυτού.

ΠΙΝΑΚΑΣ

('Αρθρο 3)

ΜΕΡΟΣ Ι.

CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE
DES CONFLITS INTERNATIONAUX
SIGNÉE A LA HAÏYE LE 13 OCTOBRE 1907

Les Puissances Contractantes.

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées;

Vouant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous, au sein des Puissances indépendantes, peut contribuer efficacement à ce résultat;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale;

Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un

accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples;

Désireux, dans ce but, de mieux assurer le fonctionnement pratique des Commissions d'enquête et des tribunaux d'arbitrage et de faciliter le recours à la justice arbitrale lorsqu'il s'agit de litiges de nature à comporter une procédure sommaire;

Ont jugé nécessaire de réviser sur certains points et de compléter l'oeuvre de la Première Conférence de la Paix pour le règlement pacifique des conflits internationaux;

Les Hautes Parties contractantes ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

TITRE PREMIER

DU MAINTIEN DE LA PAIX GÉNÉRALE

ARTICLE PREMIER. — En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les puissances contractantes conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

TITRE II

DES BONS OFFICES ET DE LA MÉDIATION

ART. 2. — En cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'appeler aux armes, les puissances contractantes conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies.

ART. 3. — Indépendamment de ce recours, les puissances contractantes jugent utile et désirable qu'une ou plusieurs puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical.

ART. 4. — Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

ART. 5. — Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

ART. 6. — Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des parties en conflit, soit sur l'initiative des puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

ART. 7. — L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations en cours.

ART. 8. — Les puissances contractantes sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante.

En cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

TITRE III

DES COMMISSIONS INTERNATIONALES D'ENQUÊTE

ART. 9. — Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les puissances contractantes jugent utile et désirable que les parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

ART. 10. — Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner ; elle détermine le mode et le délai de formation de la Commission et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle détermine également, s'il y a lieu, le siège de la Commission et la faculté de se déplacer, la langue dont la Commission fera usage et celles dont

l'emploi sera autorisé devant elle, ainsi que la date à laquelle chaque partie devra déposer son exposé des faits, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

Si les parties jugent nécessaire de nommer des assesseurs, la convention d'enquête détermine le mode de leur désignation et l'étendue de leurs pouvoirs.

ART. 11. — Si la convention d'enquête n'a pas désigné le siège de la Commission, celle-ci siégera à La Haye.

Le siège une fois fixé ne peut être changé par la Commission qu'avec l'assentiment des parties.

Si la convention d'enquête n'a pas déterminé les langues à employer, il en est décidé par la Commission.

ART. 12. — Sauf stipulation contraire, les Commissions d'enquête sont formées de la manière déterminée par les articles 45 et 57 de la présente convention.

ART. 13. — En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des commissaires, ou éventuellement de l'un des assesseurs, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

ART. 14. — Les parties ont le droit de nommer auprès de la Commission d'enquête des agents spéciaux avec la mission de les représenter et de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Elles sont, en outre, autorisées à charger des conseils ou avocats nommés par elles, d'exposer et de soutenir leurs intérêts devant la Commission.

ART. 15. — Le Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage sert de greffe aux Commissions qui siègent à La Haye, et mettra ses locaux et son organisation à la disposition des puissances contractantes pour le fonctionnement de la Commission d'enquête.

ART. 16. — Si la Commission siège ailleurs qu'à La Haye, elle nomme un secrétaire général dont le bureau lui sert de greffe.

Le greffe est chargé, sous l'autorité du président, de l'organisation matérielle des séances de la Commission, de la rédaction des procès-verbaux et, pendant le temps de l'enquête, de la garde des archives qui seront ensuite versées au Bureau international de La Haye.

ART. 17. — En vue de faciliter l'institution et le fonctionnement des Commissions d'enquête, les puissances contractantes recommandent les règles suivantes qui seront applicables à la procédure d'enquête en tant que les parties n'adoptent pas d'autres règles.

ART. 18. — La Commission réglera les détails de la procédure non prévus dans la convention spéciale d'enquête ou dans la présente convention, et procédera à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

ART. 19. — L'enquête a lieu contradictoirement.

Aux dates prévues, chaque partie communique à la Commission et à l'autre partie les exposés des faits, s'il y a lieu, et, dans tous les cas, les actes, pièces et documents qu'elle juge utiles à la découverte de la vérité, ainsi que la liste des témoins et des experts qu'elle désire faire entendre.

ART. 20. — La Commission a la faculté, avec l'assentiment des parties, de se transporter momentanément sur les lieux où elle juge utile de recourir à ce moyen d'information, ou d'y déléguer un ou plusieurs de ses membres. L'autorisation de l'Etat sur le territoire duquel il doit être procédé à cette information devra être obtenue.

ART. 21. — Toutes constatations matérielles et toutes visites des lieux doivent être faites en présence des agents et conseils des parties ou eux dûment appelés.

ART. 22. — La Commission a le droit de solliciter de l'une ou l'autre partie telles explications ou informations qu'elle juge utiles.

ART. 23. — Les parties s'engagent à fournir à la Commission d'enquête, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Elles s'engagent à user des moyens dont elles disposent d'après leur législation intérieure, pour assurer la comparaison des témoins ou des experts se trouvant sur leur territoire et cités devant la Commission.

Si ceux-ci ne peuvent comparaître devant la Commission, elles feront procéder à leur audition devant leurs autorités compétentes.

ART. 24. — Pour toutes les notifications que la Commission aurait à faire sur le territoire d'une tierce puissance contractante, la Commission s'adressera directement au gouvernement de cette puissance. Il en sera de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet seront exécutées suivant les moyens dont la puissance requise dispose d'après sa législation intérieure. Elles ne peuvent être refusées que si cette puissance les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

La Commission aura aussi toujours la faculté de recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle elle a son siège.

ART. 25. — Les témoins et les experts sont appelés à la requête des parties ou d'office par la Commission, et, dans tous les cas, par l'intermédiaire du gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent.

Les témoins sont entendus, successivement et séparément, en présence des agents et des conseils et dans un ordre à fixer par la Commission.

ART. 26. — L'interrogatoire des témoins est conduit par le président.

Les membres de la Commission peuvent néanmoins poser à chaque témoin les questions qu'ils croient convenables pour éclaircir ou compléter sa déposition, ou pour se renseigner sur tout ce qui concerne le témoin dans les limites nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les agents et les conseils des parties ne peuvent interrompre le témoin dans sa déposition, ni lui faire aucune interpellation directe, mais peuvent demander au président de poser au témoin telles questions complémentaires qu'ils jugent utiles.

ART. 27. — Le témoin doit déposer sans qu'il lui soit permis de lire aucun projet écrit. Toutefois, il peut être autorisé par le président à s'aider de notes ou documents si la nature des faits rapportés en nécessite l'emploi.

ART. 28. — Procès-verbal de la déposition du témoin est dressé séance tenante et lecture en est donnée au témoin. Le témoin peut y faire tels changements et additions que bon lui semble et qui seront consignés à la suite de sa déposition.

Lecture faite au témoin de l'ensemble de sa déposition, le témoin est requis de signer.

ART. 29. — Les agents sont autorisés, au cours ou à la fin de l'enquête, à présenter par écrit à la Commission et à l'autre partie tels dires, réquisitions ou résumés de fait, qu'ils jugent utiles à la découverte de la vérité.

ART. 30. — Les délibérations de la Commission ont lieu à huis clos et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des membres de la Commission.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

ART. 31. — Les séances de la Commission ne sont publiques et les procès-verbaux et documents de l'enquête ne sont rendus publics qu'en vertu d'une décision de la Commission, prise avec l'assentiment des parties.

ART. 32. — Les parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves, tous les témoins ayant été entendus, le président prononce la clôture de l'enquête et la Commission s'ajourne pour délibérer et rédiger son rapport.

ART. 33. — Le rapport est signé par tous les membres de la Commission.

Si un des membres refuse de signer, mention en est faite ; le rapport reste néanmoins valable.

ART. 34. — Le rapport de la Commission est lu en séance publique, les agents et les conseils des parties présents ou dûment appelés.

Un exemplaire du rapport est remis à chaque partie.

ART. 35. — Le rapport de la Commission, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux parties une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

ART. 36. — Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la Commission.

TITRE IV

DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER

De la justice arbitrale

ART. 37. — L'arbitrage international a pour objet le règlement de litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Le recours à l'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence.

ART. 38. — Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu, dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances contractantes comme le

moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

En conséquence, il serait désirable que, dans les litiges sur les questions susmentionnées, les puissances contractantes eussent, le cas échéant, recours à l'arbitrage, en tant que les circonstances le permettraient.

ART. 39. — La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

ART. 40. — Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les puissances contractantes, ces puissances se réservent de conclure des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

CHAPITRE II

De la Cour permanente d'arbitrage

ART. 41. — Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les puissances contractantes s'engagent à maintenir, telle qu'elle a été établie par la première conférence de la paix, la Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties, conformément aux règles de procédure insérées dans la présente convention.

ART. 42. — La Cour permanente est compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

ART. 43. — La Cour permanente a son siège à La Haye.

Un Bureau international sert de greffe à la Cour ; il est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci ; il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les puissances contractantes s'engagent à communiquer au Bureau, aussitôt que possible, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

ART. 44. — Chaque puissance contractante désigne quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitre.

Les personnes ainsi désignées sont inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les puissances contractantes par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des puissances contractantes.

Deux ou plusieurs puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination, et pour une nouvelle période de six ans.

ART. 45. — Lorsque les puissances contractantes veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord des parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque partie nomme deux arbitres, dont un seulement peut être son national ou choisi parmi ceux qui ont été désignés par elle comme membres de la Cour permanente. Ces arbitres choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une puissance tierce, désignée de commun accord par les parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.

Si, dans un délai de deux mois, ces deux puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour permanente, en dehors des membres désignés par les parties et n'étant les nationaux d'aucune d'elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre.

ART. 46. — Dès que le Tribunal est composé, les parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour, le texte de leur compromis, et le nom des arbitres.

Le Bureau communique sans délai à chaque arbitre le compromis et les noms des autres membres du Tribunal.

Le Tribunal se réunit à la date fixée par les parties. Le Bureau pourvoit à son installation.

Les membres du Tribunal, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

ART. 47. — Le Bureau est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des puissances contractantes pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les règlements, aux litiges existant entre des puissances non contractantes ou entre des puissances contractantes et des puissances non contractantes, si les parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

ART. 48. — Les puissances contractantes considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs

d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, elles déclarent que le fait de rappeler aux parties en conflit les dispositions de la présente convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de bons offices.

En cas de conflit entre deux puissances, l'une d'elles pourra toujours adresser au Bureau international une note contenant sa déclaration qu'elle serait disposée à soumettre le différend à un arbitrage.

Le Bureau devra porter aussitôt la déclaration à la connaissance de l'autre puissance.

ART. 49. — Le Conseil administratif permanent, composé des représentants diplomatiques des puissances contractantes accrédités à La Haye et du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui remplit les fonctions de président, a la direction et le contrôle du Bureau international.

Le Conseil arrête son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décide toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il a tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixe les traitements et salaires, et contrôle la dépense générale.

La présence de neuf membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux puissances contractantes les règlements adoptés par lui. Il leur présente chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses. Le rapport contient également un résumé du contenu essentiel des documents communiqués au Bureau par les puissances en vertu de l'article 43, alinéas 3 et 4.

ART. 50. — Les frais du Bureau seront supportés par les puissances contractantes dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Les frais à la charge des puissances adhérentes seront comptés à partir du jour où leur adhésion produit ses effets.

CHAPITRE III

De la procédure arbitrale

ART. 51. — En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les puissances contractantes ont arrêté les règles suivantes qui sont applicables à la procédure arbitrale, en tant que les parties ne sont pas convenues d'autres règles.

ART. 52. — Les puissances qui recourent à l'arbitrage signent un compromis dans lequel sont déterminés l'objet du litige, le délai de nomination des arbitres, la forme, l'ordre et les délais dans lesquels la communication

visée par l'article 63 devra être faite, et le montant de la somme que chaque partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais.

Le compromis détermine également, s'il y a lieu, le mode de nomination des arbitres, tous pouvoirs spéciaux éventuels du Tribunal, son siège, la langue dont il fera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, et généralement toutes les conditions dont les parties sont convenues.

ART. 53. — La Cour permanente est compétente pour l'établissement du compromis, si les parties sont d'accord pour s'en remettre à elle.

Elle est également compétente, même si la demande est faite seulement par l'une des parties, après qu'un accord par la voie diplomatique a été vainement essayé, quand il s'agit :

1^o D'un différend rentrant dans un traité d'arbitrage général conclu ou renouvelé après la mise en vigueur de cette convention et qui prévoit pour chaque différend un compromis et n'exclut pour l'établissement de ce dernier ni explicitement ni implicitement la compétence de la Cour. Toutefois, le recours à la Cour n'a pas lieu si l'autre partie déclare qu'à son avis le différend n'appartient pas à la catégorie des différends à soumettre à un arbitrage obligatoire, à moins que le traité d'arbitrage ne confère au Tribunal arbitral le pouvoir de décider cette question préalable ;

2^o D'un différend provenant de dettes contractuelles réclamées à une puissance par une autre puissance comme dues à ses nationaux, et pour la solution duquel l'offre d'arbitrage a été acceptée. Cette disposition n'est pas applicable si l'acceptation a été subordonnée à la condition que le compromis soit établi selon un autre mode.

ART. 54. — Dans les cas prévus par l'article précédent, le compromis sera établi par une commission composée de cinq membres désignés de la manière prévue à l'article 45, alinéas 3 à 6.

Le cinquième membre est de droit président de la Commission.

ART. 55. — Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les parties à leur gré, ou choisis par elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par la présente convention.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord des parties, il est procédé de la manière indiquée à l'article 45, alinéas 3 à 6.

ART. 56. — Lorsqu'un souverain ou un chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par lui.

ART. 57. — Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

ART. 58. — En cas d'établissement du compromis par une commission, telle qu'elle est visée à l'article 54, et sauf stipulation contraire, la commission elle-même formera le Tribunal d'arbitrage.

ART. 59. — En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

ART. 60. — A défaut de désignation par les parties, le Tribunal siège à La Haye.

Le Tribunal ne peut siéger sur le territoire d'une tierce puissance qu'avec l'assentiment de celle-ci.

Le siège une fois fixé ne peut être changé par le Tribunal qu'avec l'assentiment des parties.

ART. 61. — Si le compromis n'a pas déterminé les langues à employer, il en est décidé par le Tribunal.

ART. 62. — Les parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le Tribunal.

Elles sont, en outre, autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet.

Les membres de la Cour permanente ne peuvent exercer les fonctions d'agents, conseils ou avocats, qu'en faveur de la puissance qui les a nommés membres de la Cour.

ART. 63. — La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes : l'instruction écrite et les débats.

L'instruction écrite consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, des mémoires, des contre-mémoires et, au besoin, des répliques ; les parties y joignent toutes pièces et documents invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu, directement ou par l'intermédiaire du Bureau international, dans l'ordre et dans les délais déterminés par le compromis.

Les délais fixés par le compromis pourront être prolongés de commun accord par les parties ou par le Tribunal quand il le juge nécessaire pour arriver à une décision juste.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des parties devant le Tribunal.

ART. 64. — Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée, en copie certifiée conforme, à l'autre partie.

ART. 65. — A moins de circonstances spéciales, le Tribunal ne se réunit qu'après la clôture de l'instruction.

ART. 66. — Les débats sont dirigés par le président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux sont signés par le président et par un des secrétaires ; ils ont seuls caractère authentique.

ART. 67. — L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

ART. 68. — Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la partie adverse.

ART. 69. — Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

ART. 70. — Les agents et les conseils des parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause.

ART. 71. — Ils ont le droit de soulever des exceptions et des incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

ART. 72. — Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

ART. 73. — Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres actes et documents qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit.

ART. 74. — Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes, l'ordre et les délais dans lesquels chaque partie devra prendre ses conclusions finales, et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

ART. 75. — Les parties s'engagent à fournir au Tribunal, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible, tous les moyens nécessaires pour la décision du litige.

ART. 76. — Pour toutes les notifications que le Tribunal aurait à faire sur le territoire d'une tierce puissance contractante, le Tribunal s'adressera directement au gouvernement de cette puissance. Il en sera de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet seront exécutées suivant les moyens dont la puissance requise dispose d'après sa législation intérieure. Elles ne peuvent être refusées que si cette puissance les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Le Tribunal aura aussi toujours la faculté de recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle il a son siège.

ART. 77. — Les agents et les conseils des parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le président prononce la clôture des débats.

ART. 78. — Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis clos et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité de ses membres.

ART. 79. — La sentence arbitrale est motivée. Elle mentionne les noms des arbitres ; elle est signée par le président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonctions de greffier.

ART. 80. — La sentence est lue en séance publique, les agents et les conseils des parties présents ou dûment appelés.

ART. 81. — La sentence, dûment prononcée et notifiée aux agents des parties, décide définitivement et sans appel la contestation.

ART. 82. — Tout différend qui pourrait surgir entre les parties, concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence, sera, sauf stipulation contraire, soumis au jugement du Tribunal qui l'a rendue.

ART. 83. — Les parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la révision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas, et sauf stipulation contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la révision.

La procédure de révision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de révision doit être formée.

ART. 84. — La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties en litige.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres puissances que les parties en litige, celles-ci avertissent en temps utile toutes les puissances signataires. Chacune de ces puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

ART. 85. — Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

CHAPITRE IV

De la procédure sommaire d'arbitrage

ART. 86. — En vue de faciliter le fonctionnement de la justice arbitrale, lorsqu'il s'agit de litiges de nature à comporter une procédure sommaire, les puissances contractantes arrêtent les règles ci-après qui seront suivies en l'absence de stipulations différentes, et sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions du chapitre III qui ne seraient pas contraires.

ART. 87. — Chacune des parties en litige nomme un arbitre. Les deux arbitres ainsi désignés choisissent un surarbitre. S'ils ne tombent pas d'accord à ce sujet, chacun présente deux candidats pris sur la liste générale des membres de la Cour permanente en dehors des membres indiqués par chacune des parties elles-mêmes et n'étant les nationaux d'aucune d'elles; le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre.

Le surarbitre préside le Tribunal, qui rend ses décisions à la majorité des voix.

ART. 88. — A défaut d'accord préalable, le Tribunal fixe, dès qu'il est constitué, le délai dans lequel les deux parties devront lui soumettre leurs mémoires respectifs.

ART. 89. — Chaque partie est représentée devant le Tribunal par un agent qui sert d'intermédiaire entre le Tribunal et le gouvernement qui l'a désigné.

ART. 90. — La procédure a lieu exclusivement par écrit. Toutefois, chaque partie a le droit de demander la comparution de témoins et d'experts. Le Tribunal a, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents des deux parties, ainsi qu'aux experts et aux témoins dont il juge la comparution utile.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

ART. 91. — La présente convention dûment ratifiée remplacera, dans les rapports entre les puissances contractantes, la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899.

ART. 92. — La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des puissances qui y prennent part et par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Les dépôts ultérieurs de ratifications se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au gouvernement des Pays-Bas et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification, sera immédiatement remise, par les soins du gouvernement des Pays-Bas et par la voie diplomatique, aux puissances conviées à la deuxième conférence de la paix, ainsi qu'aux autres puissances qui auront adhéré à la convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit gouvernement leur fera connaître en même temps la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 93. — Les puissances non signataires qui ont été conviées à la deuxième conférence de la paix pourront adhérer à la présente convention.

La puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au gouvernement des Pays-Bas en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement.

Ce gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres puissances conviées à la deuxième conférence de la paix copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 94. — Les conditions auxquelles les puissances qui n'ont pas été conviées à la deuxième conférence de la paix, pourront adhérer à la présente

convention, formeront l'objet d'une entente ultérieure entre les puissances contractantes.

ART. 95. — La présente convention produira effet, pour les puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, soixante jours après la date du procès-verbal de ce dépôt et, pour les puissances qui ratifieront ultérieurement ou qui adhéreront, soixante jours après que la notification de leur ratification ou de leur adhésion aura été reçue par le gouvernement des Pays-Bas.

ART. 96. — S'il arrivait qu'une des puissances contractantes voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au gouvernement des Pays-Bas.

ART. 97. — Un registre tenu par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas indiquera la date du dépôt de ratifications effectué en vertu de l'article 92, alinéas 3 et 4, ainsi que la date à laquelle auront été reçues les notifications d'adhésion (art. 93, al. 2) ou de dénonciation (art. 96, al. 1).

Chaque puissance contractante est admise à prendre connaissance de ce registre et à en demander des extraits certifiés conformes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, le 18 octobre 1907, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux puissances contractantes.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ

ΣΥΜΒΑΣΗ ΠΕΡΙ ΕΙΡΗΝΙΚΟΥ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ
ΤΩΝ ΔΙΕΘΝΩΝ ΔΙΑΦΟΡΩΝ, 1907

ΟΙ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΕΣ ΔΥΝΑΜΕΙΣ:

Θρούμενες από την ειλικρινή επιθυμία να συντελέσουν στη
σταθερότητα της γενικής ειρήνης:

Αποφασισμένες να προωθήσουν με κάθε δυνατό μέσο το φιλικό
διακανονισμό των διεθνών διαφορών:

Αναγνωρίζοντας την αλληλεγγύη που ενώνει τα μέλη της κοινω-
νίας των πολιτισμένων εθνών:

Επιθυμώντας να επεκτείνουν το κράτος του δικαίου και να
εξοαιώσουν το αίσθημα της διεθνούς δικαιοσύνης:

Πιστεύοντας ότι ο διαρκής θεσμός διαιτητικής διαδικασίας,
προσιτής σε όλους, μέσω ανεξάρτητων Δυνάμεων, δύναται να
συντελέσει στο αποτέλεσμα αυτό ενεργά:

Λαμβάνοντας υπόψη τα αγαθά του γενικού και τακτικού οργανο-
σμού της διαιτητικής διαδικασίας:

Συμμεριζόμενες τη γνώμη του σεβαστού Εισηγητή της Διεθνούς
Συνδιάσκεψης της Ειρήνης, ότι είναι σκόπιμο να καθιερωθούν σε
Διεθνή Συμφωνία οι αρχές της επείκειας και του δικαίου, στις
οποίες εδράζεται η ασφάλεια των Κρατών και η ευημερία των λαών:

Επιθυμώντας για το σκοπό αυτό να διασφαλίσουν καλύτερα τη
λειτουργία, στην πράξη, των Εξεταστικών Επιτροπών και των Διαι-
τητικών Δικαστηρίων και να διευκολύνουν την προσφυγή στη διαι-
τητική δικαιοσύνη, όταν πρόκειται για διαφορές δεκτικές συνο-
πτικής διεδικασίας:

Έκριναν αναγκαίο να αναθεωρήσουν σε κάποια σημεία και να συμπληρώσουν το έργο της πρώτης Συνδιάσκεψης της Ειρήνης για τον ειρηνικό διακανονισμό των διεθνών διαφορών.

Τα Υψηλά συμβαλλόμενα Μέρη αποφάσισαν να συνάψουν νέα Σύμβαση για το σκοπό αυτό και όρισαν ως πληρεξούσιους τους τους πιο κάτω:

(ονόματα των πληρεξουσίων)

Οι οποίοι, αφού κατάθεσαν τα πληρεξούσια έγγραφά τους, τα οποία διαπιστώθηκαν σε πλήρη τάξη, έχουν συμφωνήσει στα πιο κάτω:

ΜΕΡΟΣ Ι. Η ΔΙΑΤΗΡΗΣΗ ΤΗΣ ΓΕΝΙΚΗΣ ΕΙΡΗΝΗΣ

Άρθρο 1

Για το σκοπό πρόληψης, κατά το δυνατό, της χρήσης βίας στις αμοιβαίες σχέσεις των Κρατών, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις συμφωνούν να καταβάλουν κάθε προσπάθεια για να διασφαλίσουν τον ειρηνικό διακανονισμό των διεθνών διαφορών.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ. ΚΑΛΕΣ ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΚΑΙ ΜΕΣΟΛΑΒΗΣΗ

Άρθρο 2

Σε περίπτωση σοβαρής διαφωνίας ή διαφοράς, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις συμφωνούν να προσφεύγουν, πριν από κάθε χρήση βίας, εφόσον οι περιστάσεις το επιτρέπουν, στις καλές υπηρεσίες ή τη μεσολάβηση μίας ή περισσότερων φίλων Δυνάμεων.

Άρθρο 3

Ανεξάρτητα από την προσφυγή αυτή, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις κρίνουν χρήσιμο και ευκταίο, όπως μία ή περισσότερες από τις ξένες προς τη διαφορά Δυνάμεις, προσφέρουν αυθόρμητα, εφόσον οι περιστάσεις το επιτρέπουν, τις καλές τους υπηρεσίες ή τη μεσολάβηση τους στα διαστάμενα Κράτη.

Δυνάμεις ξένες προς τη διαφορά έχουν το δικαίωμα να προσφέρουν καλές υπηρεσίες ή μεσολάβηση ακόμη και κατά τη διάρκεια των εχθροπραξιών.

Ουδέποτε η άσκηση του δικαιώματος αυτού δύναται να θεωρηθεί από κάποιο από τα διιστάμενα μέρη ως πράξη μη φιλική.

Άρθρο 4

Έργο του μεσολαβητή είναι η συνδιαλλαγή των αντίθετων αξιώσεων και ο κατευνασμός των δυσανεσκειών που τυχόν έχουν προκύψει μεταξύ των αντιμαχομένων Κρατών.

Άρθρο 5

Το καθήκον του μεσολαβητή λήγει όταν διαδηλώνεται είτε από οποιοδήποτε μέρος της διαφοράς, είτε από τον ίδιο το μεσολαβητή ότι τα προτεινόμενα από αυτόν συνδιαλλακτικά μέσα δεν γίνονται αποδεκτά.

Άρθρο 6

Οι καλές υπηρεσίες και η μεσολάβηση που είτε γίνονται με αίτηση των διιστάμενων μερών, είτε προέρχονται από πρωτοβουλία των ξένων προς τη διαφορά Δυνάμεων, έχουν αποκλειστικά συμβουλευτικό χαρακτήρα και ουδέποτε υποχρεωτική ισχύ.

Άρθρο 7

Η αποδοχή μεσολάβησης δεν μπορεί εκτός αντίθετης συμφωνίας, να έχει ως αποτέλεσμα τη διακοπή, αναβολή ή παρεμπόδιση της επιστράτευσης και των υπόλοιπων προπαρασκευαστικών μέτρων του πολέμου.

Αν όμως γίνει μετά την έναρξη των εχθροπραξιών, οι πολεμικές επιχειρήσεις που βρίσκονται σε εξέλιξη δεν διακόπτονται ελλείψει αντίθετης συμφωνίας.

Άρθρο 8

Οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις συμφωνούν όπως συστήσουν, στις περιπτώσεις που αυτό δικαιολογείται, τη χρησιμοποίηση ειδικής μεσολάβησης κατά τον ακόλουθο τύπο:-

Για σοβαρές διαφορές που θέτουν σε κίνδυνο την ειρήνη, καθένα από τα διστάμενα Κράτη επιλέγει κάποια Δύναμη, έργο της οποίας είναι να συνεννοηθεί απευθείας με τη Δύναμη που έχει επιλεγεί από την άλλη πλευρά, με σκοπό την πρόληψη της ρήξης των ειρηνικών σχέσεων.

Ενώσω διαρκεί η εντολή αυτή, η οποία, εκτός αντίθετης συμφωνίας, δεν δύναται να υπερβεί τις τριάντα ημέρες, τα διστάμενα Κράτη διακόπτουν οποιαδήποτε άμεση επικοινωνία που αναφέρεται στην έριδα, η οποία θεωρείται ότι έχει μεταβιβαστεί αποκλειστικά στις μεσολαβούσες Δυνάμεις. Καθήκον αυτών είναι να καταβάλουν κάθε προσπάθεια για διακανονισμό της διαφοράς.

Σε περίπτωση οριστικής ρήξης των ειρηνικών σχέσεων, οι Δυνάμεις αυτές εξακολουθούν να θεωρούνται από κοινού ως εντεταλμένες για τη χρησιμοποίηση κάθε ευκαιρίας για αποκατάσταση της ειρήνης.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ. ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΕΞΕΤΑΣΤΙΚΕΣ ΕΠΙΤΡΟΠΕΣ**Άρθρο 9**

Σε διεθνείς διαφορές στις οποίες δεν τίθενται θέματα τιμής ή ζωτικών συμφερόντων και που προέρχονται από διαφορετική εκτίμηση πραγματικών γεγονότων, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις κρίνουν χρήσιμο και ευκαίριο, όπως τα μέρη που δεν κατόρθωσαν να προέλθουν σε συμφωνία με διπλωματικά μέσα, συστήσουν, εφόσον οι περιστάσεις το επιτρέπουν, μια Διεθνή Εξεταστική Επιτροπή, σκοπός της οποίας θα είναι να διευκολύνει τη λύση των διαφορών αυτών διαλευκάνοντας με αμερόληπτη και ευσυνείδητη έρευνα τα πραγματικά ζητήματα.

Άρθρο 10

Οι διεθνείς εξεταστικές επιτροπές συστήνονται με ειδική συμφωνία μεταξύ των διιστάμενων μερών.

Η περί Εξεταστικής Επιτροπής Σύμβαση σημειώνει τα γεγονότα που πρέπει να εξεταστούν και καθορίζει τον τρόπο και την προθεσμία της κατάρτισης της Επιτροπής καθώς και την έκταση της εξουσίας των Επιτροπών.

Καθορίζει επίσης, αν χρειαστεί, την έδρα της Επιτροπής και το δικαίωμα της μετατόπισης αυτής, τη γλώσσα της οποίας θα γίνει χρήση από την Επιτροπή και τις γλώσσες των οποίων η χρήση θα επιτραπεί ενώπιόν της, την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα μέρη υποχρεούται να καταθέσει την έκθεσή του για τα γεγονότα, και γενικά όλους τους όρους για τους οποίους συμφώνησαν τα μέρη.

Αν τα μέρη κρίνουν χρήσιμο το διορισμό Παρέδρων, η Σύμβαση θα καθορίζει τον τρόπο του διορισμού και την έκταση της εξουσίας αυτών.

Άρθρο 11

Αν η Σύμβαση δεν όρισε την έδρα της Επιτροπής, αυτή θα εδρεύει στη Χάγη.

Εφόσον η έδρα ορίστηκε, αυτή δεν δύναται να μεταβληθεί από την Επιτροπή, παρά μόνο με συμφωνία των μερών.

Αν η Σύμβαση δεν καθόρισε τις γλώσσες που θα χρησιμοποιηθούν, το θέμα θα αποφασίζεται από την Επιτροπή.

Άρθρο 12

Εκτός αν συμφωνηθεί διαφορετικά, οι Εξεταστικές Επιτροπές καταρτίζονται κατά τον τρόπο που ορίζουν τα άρθρα 45 και 47 της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 13

Σε περίπτωση θανάτου, παραίτησης ή κωλύματος για οποιαδήποτε αιτία Επιτρόπου ή κάποιου από τους παρέδρους, η αντικατάσταση αυτού γίνεται κατά τον τρόπο που γίνεται και ο διορισμός του.

Άρθρο 14

Τα μέλη δικαιούνται να διορίσουν ειδικούς αντιπροσώπους για να παρίστανται στην Εξεταστική Επιτροπή, αποστολή των οποίων είναι να εκπροσωπούν αυτά και να χρησιμεύουν ως σύνδεσμοι μεταξύ αυτών και της Επιτροπής.

Δικαιούνται επίσης να διορίσουν συμβούλους ή δικηγόρους, εντολή των οποίων είναι να εκθέτουν και υποστηρίζουν τα συμφέροντα τους ενώπιον της Επιτροπής.

Άρθρο 15

Το Διεθνές Γραφείο του Διεθνούς Διαιτητικού Δικαστηρίου χρησιμεύει ως γραμματεία των Επιτροπών οι οποίες εδρεύουν στη Χάγη, για τη λειτουργία δε των Εξεταστικών Επιτροπών θα θέσει στη διάθεση των Συμβαλλομένων Δυνάμεων τα γραφεία και το προσωπικό αυτού.

Άρθρο 16

Αν η Επιτροπή δεν εδρεύει στη Χάγη, διορίζει Γενικό Γραμματέα, το γραφείο του οποίου χρησιμεύει ως γραμματεία.

Έργο της γραμματείας είναι η υπό την εποπτεία του Προέδρου, πραγματική διοργάνωση των συνεδριάσεων της Επιτροπής, η σύνταξη των πρακτικών και, κατά τη διάρκεια της εξέτασης, η τήρηση των αρχείων, τα οποία μετά θα διαβιβασθούν στο Διεθνές Γραφείο της Χάγης.

Άρθρο 17

Για διευκόλυνση της σύστασης και λειτουργίας των Εξεταστικών Επιτροπών, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις συνιστούν τους ακόλουθους

κανόνες, οι οποίοι πρέπει να εφαρμόζονται κατά τη διαδικασία της εξέτασης, εφόσον τα μέρη δεν έχουν υιοθετήσει άλλους κανόνες.

Άρθρο 18

Η Επιτροπή θα διευθετεί τις λεπτομέρειες της διαδικασίας που δεν καθορίστηκαν από την ειδική Σύμβαση περί Εξέτασης ή την παρούσα Σύμβαση, καθώς επίσης όλες τις διατυπώσεις που απαιτούνται για το χειρισμό των αποδείξεων.

Άρθρο 19

Κατά την εξέταση θα πρέπει να ακούονται και οι δυο πλευρές.

Κατά τις ορισμένες ημερομηνίες καθένα από τα μέρη ανακοινώνει στην Επιτροπή και στο άλλο μέρος την έκθεση των γεγονότων αν υπάρχει, και σε κάθε περίπτωση τα έγγραφα και όργανα τα οποία θεωρεί χρήσιμα για ανακάλυψη της αλήθειας, καθώς και κατάλογο των μαρτύρων και των πραγματογνωμόνων των οποίων επιθυμεί την εξέταση.

Άρθρο 20

Η Επιτροπή δικαιούται, με τη συναίνεση των Δυνάμεων, να μεταβεί προσωρινά σε οποιοδήποτε τόπο όπου αυτή θεωρεί ότι είναι χρήσιμο να προσφύγει, για σκοπούς της εξέτασης, ή να διορίσει για το σκοπό αυτό ένα ή περισσότερα μέλη της. Για το σκοπό αυτό απαιτείται η άδεια του Κράτους στην επικράτεια του οποίου πρόκειται να διεξαχθεί η εξέταση αυτή.

Άρθρο 21

Κάθε έρευνα και κάθε εξέταση μιας τοποθεσίας πρέπει να γίνεται στην παρουσία των αντιπροσώπων και συμβούλων των μερών ή κατόπιν κλήτευσης αυτών κατά τον προσήκοντα τρόπο.

Άρθρο 22

Η Επιτροπή δικαιούται να ζητήσει από το κάθε μέρος κάθε εξήγηση ή πληροφορία που κρίνεται από αυτή ως χρήσιμη.

Άρθρο 23

Τα μέσα υποχρεούνται να παράσχουν στην Εξεταστική Επιτροπή, κατά το μέτρο που αυτά κρίνουν ως το ευρύτερο δυνατό, όλα τα μέσα και κάθε ευκολία για πλήρη διάγνωση και ακριβή εκτίμηση των κρίσιμων γεγονότων.

Υποχρεούνται επίσης να χρησιμοποιήσουν τα μέσα που προβλέπονται από την εσωτερική τους νομοθεσία, προς διασφάλιση της εμφάνισης των μαρτύρων και πραγματογνώμων που βρίσκονται στη χώρα τους και που κλητεύθηκαν ενώπιον της Επιτροπής.

Αν οι μάρτυρες ή πραγματογνώμονες αυτοί δεν δύνανται να εμφανισθούν ενώπιον της Επιτροπής, τα μέρη θα διευθετούν ώστε η μαρτυρία τους να ληφθεί ενώπιον προσοντούχων λειτουργών της χώρας τους.

Άρθρο 24

Για κάθε κοινοποίηση την οποία η Επιτροπή πρόκειται να επιδώσει στην επικράτεια τρίτης Συμβαλλόμενης Δύναμης, η Επιτροπή θα απευθυνθεί απευθείας στην Κυβέρνηση της Δύναμης αυτής. Οι ίδιοι κανόνες ισχύουν προκειμένου να διεξαχθεί επιτόπια αποδεικτική διαδικασία.

Η εκτέλεση των αιτήσεων που απευθύνονται για το σκοπό αυτό θα ενεργείται σύμφωνα με τις διατάξεις της εσωτερικής νομοθεσίας της Δύναμης προς την οποία γίνεται η αίτηση. Άρνηση εκτέλεσης αυτών επιτρέπεται μόνο αν η Δύναμη αυτή τις θεωρεί ως ικανές να θίξουν την κυριαρχία ή ασφάλεια της.

Η Επιτροπή δικαιούται επίσης πάντοτε με τον ίδιο εξίσου τρόπο να ενεργήσει μέσω της Δύναμης στην επικράτεια της οποίας εδρεύει.

Άρθρο 25

Οι μάρτυρες και οι πραγματογνώμονες καλούνται κατόπιν αίτησης των μερών ή αυτεπάγγελα από την Επιτροπή και, σε κάθε περίπτωση,

με τη μεσολάβηση της Κυβέρνησης του Κράτους στην επικράτεια του οποίου αυτοί ευρίσκονται.

Η ακρόαση των μαρτύρων γίνεται διαδοχικά και ξεχωριστά για τον καθένα στην παρουσία των αντιπροσώπων και των συμβούλων και σύμφωνα με τη σειρά που ορίζεται από την Επιτροπή.

Άρθρο 26

Η εξέταση των μαρτύρων διεξάγεται από τον Πρόεδρο. Τα μέλη της επιτροπής δικαιούνται ομοίως να θέσουν σε κάθε μάρτυρα τις ερωτήσεις εκείνες τις οποίες κρίνουν σκόπιμες για διαλεύκανση ή συμπλήρωση της κατάθεσής τους ή για εξαγωγή πληροφοριών σ' οποιοδήποτε θέμα που αφορά το μάρτυρα, εφόσον αυτό είναι αναγκαίο για εξακρίβωση της αλήθειας.

Οι αντιπρόσωποι και σύμβουλοι των μερών δεν δικαιούνται να διακόψουν το μάρτυρα κατά την κατάθεσή του, ούτε να ερωτήσουν αυτόν απευθείας· δικαιούνται όμως να ζητήσουν από τον Πρόεδρο, να θέσει αυτός στο μάρτυρα κάθε συμπληρωματική ερώτηση που αυτοί κρίνουν χρήσιμη.

Άρθρο 27

Η κατάθεση του μάρτυρα γίνεται, χωρίς να επιτρέπεται σε αυτόν η ανάγνωση γραπτού προσχεδίου. Όμως δύναται να επιτραπεί από τον Πρόεδρο η χρήση σημειώσεων και εγγράφων ως βοηθημάτων, εφόσον η φύση των γεγονότων καθιστά αυτό αναγκαίο.

Άρθρο 28

Η κατάθεση του μάρτυρα καταχωρείται σε πρακτικό κατά την ίδια συνεδρίαση, και αναγιγνώσκεται στο μάρτυρα. Ο μάρτυρας δικαιούται να επιφέρει οποιεσδήποτε μεταβολές ή προσθήκες επιθυμεί, οι οποίες καταχωρούνται στη συνέχεια στην κατάθεσή του.

Αφού αναγνώσθει στο μάρτυρα ολόκληρη η κατάθεσή του, αυτός καλείται να την υπογράψει.

Άρθρο 29

Οι αντιπρόσωποι δικαιούνται, ενόσω διαρκεί η εξέταση ή και μετά το τέλος αυτής, να απευθύνουν γραπτώς προς την Επιτροπή και το άλλο μέρος δηλώσεις, αιτήσεις ή συνόψεις γεγονότων που κρίνονται από αυτούς αναγκαίες για εξακρίβωση της αλήθειας.

Άρθρο 30

Η Επιτροπή εξετάζει τις αποφάσεις της κεκλεισμένων των θυρών και η διεξαγωγή της διαδικασίας παραμένει μυστική.

Όλα τα θέματα αποφασίζονται κατά πλειοψηφία των μελών της Επιτροπής.

Η άρνηση μέλους να συμμετάσχει στη ψηφοφορία πρέπει να βεβαιώνεται στα Πρακτικά.

Άρθρο 31

Οι συνεδριάσεις της Επιτροπής δεν είναι δημόσιες, ούτε τα Πρακτικά και τα σχετικά με την εξέταση έγγραφα δημοσιεύονται παρά μόνο μετά από απόφαση της Επιτροπής που λαμβάνεται με τη συναίνεση των μερών.

Άρθρο 32

Μετά την παρουσίαση από τα μέρη όλων των επεξηγήσεων και αποδείξεών τους και μετά το τέλος της εξέτασης των μαρτύρων, ο Πρόεδρος κηρύσσει τη λήξη της εξέτασης, και η Επιτροπή αποσύρεται για διάσκεψη και σύνταξη της Έκθεσής της.

Άρθρο 33

Η έκθεση υπογράφεται από όλα τα μέλη της Επιτροπής. Αν κάποιος μέλος αρνείται να υπογράψει, γίνεται μνεία αυτού· όμως η Έκθεση παραμένει έγκυρη.

Η Έκθεση της Επιτροπής διαβάζεται σε δημόσια συνεδρίαση παρόντων των αντιπροσώπων και συμβούλων των μερών ή τούτων προσηκόντως κλητευθέντων.

Σε καθένα από τα μέρη δίνεται από ένα αντίγραφο της Έκθεσης.

Άρθρο 35

Η Έκθεση της Επιτροπής, η οποία περιορίζεται στην πιστοποίηση των γεγονότων, δεν ενέχει χαρακτήρα διαιτητικής απόφασης. Στα μέρη αφήνεται πλήρης ελευθερία ως προς την ισχύ που θα αποδώσουν στην Έκθεση.

Άρθρο 36

Καθένα από τα μέρη καταβάλλει τις δικές του δαπάνες, καθώς και ίσο μερίδιο από τις δαπάνες της Επιτροπής.

ΜΕΡΟΣ IV. ΔΙΕΘΝΗΣ ΔΙΑΙΤΗΣΙΑ

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I. Το Σύστημα Διαιτησίας

Άρθρο 37

Αντικείμενο της διεθνούς διαιτησίας είναι ο διακανονισμός διαφορών μεταξύ των Κρατών από Δικαστές της εκλογής τους και με βάση το σεβασμό του δικαίου.

Προσφυγή σε διαιτησία εξυπακούει υποχρέωση καλόπιστης αποδοχής της Διαιτητικής Απόφασης.

Άρθρο 38

Στα ζητήματα νομικής φύσης, και πρώτιστα σε ζητήματα ερμηνείας ή εφαρμογής των Διεθνών Συμβάσεων, η διαιτησία αναγνωρίζεται από τις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις ως το αποτελεσματικότερο και ταυτόχρονα το δικαιότερο μέσο για διακανονισμό διαφορών που η διπλωματία απότυχε να επιλύσει.

Κατά συνέπεια θα ήταν επιθυμητό όπως, προκειμένου περί διαφορών της πιο πάνω αναφερόμενης φύσης, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις προσφεύγουν στη διαιτησία, εφόσον οι περιστάσεις το επιτρέπουν.

Άρθρο 39

Η Σύμβαση περί Διαιτησίας συνάπτεται για διαφορές που έχουν ήδη προκύψει ή για διαφορές που δυνατόν να προκύψουν στο μέλλον.

Δύναται δε να αφορά σε οποιαδήποτε διαφορά ή μόνο σε διαφορές ορισμένης κατηγορίας.

Άρθρο 40

Ανεξάρτητα από τις γενικές ή ειδικές Συνθήκες οι οποίες ρητά επιβάλλουν στις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις την υποχρέωση προσφυγής σε διαιτησία, οι εν λόγω Δυνάμεις επιφυλάσσουν το δικαίωμα να συνάπτουν νέες γενικές ή ειδικές συμφωνίες με σκοπό την επέκταση της υποχρεωτικής διαιτησίας σε όλες τις περιπτώσεις που κρίνονται από αυτές ως δεκτικές τέτοιας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ. Το Μόνιμο Διαιτητικό Δικαστήριο

Άρθρο 41

Προς διευκόλυνση της άμεσης προσφυγής σε διαιτησία για διενεείς διαφορές, οι οποίες δεν κατέστη δυνατό να δικανονιστούν δια της διπλωματικής οδού, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις αναλαμβάνουν την υποχρέωση να διατηρήσουν το Μόνιμο Διαιτητικό Δικαστήριο, το οποίο συστάθηκε από την πρώτη Συνδιάσκεψη της Ειρήνης, συνεχώς προσιτό και λειτουργούν, εκτός αν άλλως συμφωνηθεί από τα μέρη, σύμφωνα με τους κανόνες διαδικασίας που διαγράφονται στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 42

Το Μόνιμο Δικαστήριο είναι αρμόδιο για όλες τις υποθέσεις διαιτησίας, εκτός αν τα μέρη συμφωνούν στην εγκαθίδρυση ειδικού δικαστηρίου.

Άρθρο 43

Το Μόνιμο Δικαστήριο εδρεύει στη Χάγη.

Διεθνές Γραφείο χρησιμεύει ως γραμματεία του Δικαστηρίου. Αποτελεί το μέσο διαβίβασης επικοινωνιών σχετικών με τις συνεδριάσεις του Δικαστηρίου· φυλάσσει τα αρχεία και έχει τη διαχείριση όλων των διοικητικών υποθέσεων.

Οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις αναλαμβάνουν την υποχρέωση να ανακοινώνουν το ταχύτερο στο Γραφείο επικυρωμένο αντίγραφο κάθε συμφωνίας περί Διαιτησίας που γίνεται μεταξύ τους, όπως και κάθε Διαιτητική Απόφαση που αφορά αυτές και που εκδόθηκε από ειδικό Διαιτητικό Δικαστήριο.

Επίσης αναλαμβάνουν την υποχρέωση να ανακοινώνουν στο γραφείο τους νόμους, κανονισμούς και έγγραφα που αφορούν στην τυχόν εκτέλεση από αυτές των Διαιτητικών Αποφάσεων που εκδόθηκαν από το Δικαστήριο.

Άρθρο 44

Καθεμιά από τις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις επιλέγει τέσσερα το πολύ πρόσωπα, εγνωσμένης ικανότητας στα ζητήματα του διεθνούς δικαίου, ύψιστης ηθικής υπόληψης και διατεθειμένα να αποδεχθούν το λειτούργημα του Διαιτητή.

Τα πρόσωπα που επιλέγονται με τον τρόπο αυτό καταγράφονται, ως μέλη του Δικαστηρίου, σε κατάλογο που κοινοποιείται, με φροντίδα του Γραφείου, σε όλες τις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις.

Κάθε μεταβολή του καταλόγου των Διαιτητών γνωστοποιείται, με φροντίδα του γραφείου, στις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις.

Δύο ή περισσότερες Δυνάμεις μπορούν να συμφωνήσουν σε κοινή επιλογή ενός ή περισσότερων μελών.

Το ίδιο πρόσωπο μπορεί να επιλεγεί από διαφορετικές Δυνάμεις.

Τα μέλη του Δικαστηρίου διορίζονται για εξαετή περίοδο. Η δε εντολή τους είναι ανανεώσιμη.

Σε περίπτωση θανάτου ή αποχώρησης κάποιου μέλους του Δικαστηρίου, η αντικατάστασή του γίνεται με τον τρόπο που γίνεται και ο διορισμός. Σε τέτοια περίπτωση ο διορισμός γίνεται για νέα εξαετή περίοδο.

Άρθρο 45

Σε περίπτωση που οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις επιθυμούν να προσφύγουν στο Μόνιμο Δικαστήριο για διακανονισμό διαφοράς που έχει προκύψει μεταξύ τους, οι Διαιτητές που θα κληθούν να απαρτίσουν το αρμόδιο για διάγνωση της διαφοράς Δικαστήριο πρέπει να επιλεγούν από το γενικό κατάλογο των μελών του Δικαστηρίου.

Σε περίπτωση αποτυχίας άμεσης συμφωνίας των μερών πάνω στη σύνθεση του Διαιτητικού Δικαστηρίου, τότε θα πρέπει να ακολουθείται η πιο κάτω διαδικασία:-

Κάθε μέρος διορίζει δύο Διαιτητές, ένας από τους οποίους μπορεί να είναι υπήκοός του ή επιλεγμένος μεταξύ αυτών που έχουν ορισθεί από αυτό ως μέλη του Διαιτητικού Δικαστηρίου. Οι Διαιτητές αυτοί επιλέγουν από κοινού ένα Επιδιαιτητή.

Σε περίπτωση ισοψηφίας η επιλογή του Επιδιαιτητή ανατίθεται σε τρίτη Δύναμη, που ορίζεται κατόπιν κοινής συμφωνίας των μερών.

Αν δεν υπάρξει συμφωνία επί του προκειμένου, καθένα από τα μέρη επιλέγει από μία διαφορετική Δύναμη, και η επιλογή του Επιδιαιτητή γίνεται με ομοφωνία των Δυνάμεων που θα επιλεγούν με τον τρόπο αυτό.

Αν εντός δύο μηνών οι δύο αυτές Δυνάμεις δεν κατορθώσουν να συμφωνήσουν, καθεμιά από αυτές παρουσιάζει δύο υποψήφιους από τα μέλη του Μόνιμου Δικαστηρίου που αναγράφονται στον κατάλογο, εξαιρουμένων αυτών που επιλέγηκαν από τα μέρη και δεν ανήκουν στους υπηκόους κανενός από αυτά. Η κλήρωση καθορίζει ποιος από τους υποψήφιους αυτούς θα είναι ο Επιδιαιτητής.

Άρθρο 46

Μόλις συσταθεί το Δικαστήριο, τα μέρη γνωστοποιούν στο Γραφείο την απόφασή τους να προσφύγουν στο Δικαστήριο, το κείμενο του Συνυποσχετικού και τα ονόματα των Διαιτητών.

Το Γραφείο γνωστοποιεί χωρίς καθυστέρηση σε καθένα από τους Διαιτητές το συνυποσχετικό καθώς και τα ονόματα των άλλων μελών του Δικαστηρίου.

Το Δικαστήριο συνέρχεται κατά την ημερομηνία που όρισαν τα μέρη. Το Γραφείο προβαίνει στις αναγκαίες διευθετήσεις για τη συνεδρίαση.

Κατά την άσκηση του λειτουργήματός τους, τα μέλη του Δικαστηρίου, όταν ευρίσκονται έξω από τη δική τους χώρα, απολαμβάνουν τα διπλωματικά προνόμια και ασυλίες.

Άρθρο 47

Το Γραφείο εξουσιοδοτείται να θέτει στη διάθεση των Συμβαλλόμενων Δυνάμεων το κτίριο και το προσωπικό του προς χρήση από οποιοδήποτε Διαιτητικό Σώμα.

Η δικαιοδοσία του Μόνιμου Δικαστηρίου δύναται να επεκταθεί, υπό τους όρους που διαγράφονται στους κανονισμούς, σε διαφορές που υπάρχουν μεταξύ μη Συμβαλλομένων Δυνάμεων ή μεταξύ Συμβαλλομένων και άλλων Δυνάμεων αν τα μέρη συμφωνούν να προσφύγουν στο Δικαστήριο αυτό.

Άρθρο 48

Οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις θεωρούν καθήκον τους, αν απειλείται να εκσπάσει σοβαρή διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων από αυτές, να υπενθυμίσουν σε αυτές την ύπαρξη του Μόνιμου Δικαστηρίου.

Κατά συνέπεια, δηλώνουν ότι το γεγονός της υπενθύμισης των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης στα μέρη που ευρίσκονται σε φιλονικία, καθώς και η συμβουλή που δίνεται για προσφυγή στο μόνιμο Δικαστήριο, προς εξυπηρέτηση του υψηλού συμφέροντος της ειρήνης, δεν μπορεί να θεωρηθεί παρά μόνο ως πράξη φιλικής υπηρεσίας.

Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ δύο Δυνάμεων, μία από αυτές μπορεί πάντοτε να απευθύνει σημείωμα στο Διεθνές Γραφείο που να περιέχει δήλωση ότι είναι έτοιμο να υποβάλει τη διαφορά σε διαίτησία.

Το Γραφείο οφείλει αμέσως να γνωστοποιήσει τη δήλωση στην άλλη Δύναμη.

Άρθρο 49

Το Διαρκές Διοικητικό Συμβούλιο, που απαρτίζεται από τους Διπλωματικούς Αντιπροσώπους των Συμβαλλομένων Δυνάμεων που είναι διαπιστευμένοι στη Χάγη και από τον Υπουργό Εξωτερικών των Κάτω Χωρών, ο οποίος εκτελεί χρέη Προέδρου, διευθύνει και εποπτεύει το Διεθνές Γραφείο.

Το Συμβούλιο κατάρτιζει τον εσωτερικό κανονισμό του καθώς και κάθε άλλο αναγκαίο κανονισμό.

Αποφασίζει σχετικά με όλα τα διοικητικά ζητήματα που τυχόν προκύπτουν αναφορικά με τη λειτουργία του Δικαστηρίου.

Έχει πλήρη έλεγχο ως προς το διορισμό, διαθεσιμότητα ή απόλυση των αξιωματούχων και υπαλλήλων του Γραφείου.

Καθορίζει τα σχετικά με τις μισθοδοσίες και ελέγχει τις γενικές δαπάνες.

Η παρουσία στις συνελεύσεις εννέα μελών, τα οποία κλητεύθηκαν με τον προσήκοντα τρόπο, αρκεί για να διασκεφθεί το Συμβούλιο έγκυρα. Οι αποφάσεις λαμβάνονται κατά πλειοψηφία.

Το συμβούλιο ανακοινώνει χωρίς καθυστέρηση στις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις τους κανονισμούς που υιοθετήθηκαν από αυτό. Παρουσιάζει σε αυτές μια ετήσια Έκθεση αναφορικά με τις εργασίες του Δικαστηρίου, τη λειτουργία των διοικητικών υπηρεσιών και τις δαπάνες. Η Έκθεση περιλαμβάνει επίσης περίληψη των εγγράφων που ανακοινώθηκαν στο Γραφείο από τις Δυνάμεις σύμφωνα με το Άρθρο 43, παρα.3 και 4.

Άρθρο 50

Οι δαπάνες του Γραφείου βαρύνουν τις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις σύμφωνα με την αναλογία που καθορίστηκε από την Παγκόσμια Ταχυδρομική Ένωση.

Οι δαπάνες που βαρύνουν τις Δυνάμεις που προσχωρούν θα υπολογίζονται από την ημέρα που ισχύει η προσχώρησή τους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III. Διαιτητική Διαδικασία

Άρθρο 51

Για σκοπούς προαγωγής της διαιτησίας, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις συμφώνησαν στους ακόλουθους κανόνες που θα πρέπει να εφαρμόζονται κατά τη διαδικασία της διαιτησίας, εκτός αν έχουν συμφωνηθεί από τα μέρη άλλοι κανόνες.

Άρθρο 52

Οι Δυνάμεις που προσφεύγουν σε διαιτησία, υπογράφουν ένα Συνυποσχετικό, στο οποίο καθορίζεται σαφώς το αντικείμενο της διαφοράς, η προθεσμία διορισμού των Διαιτητών, ο τύπος, η σειρά

και οι προθεσμίες εντός των οποίων θα πρέπει να διενεργηθούν οι ανακοινώσεις που προβλέπονται από το Άρθρο 63, και το ποσό των χρημάτων το οποίο κάθε μέρος οφείλει να καταθέσει ως προκαταβολή των δαπανών.

Το Συνυποσχετικό καθορίζει επίσης, σε δεδομένη περίπτωση, τον τρόπο διορισμού των Διαιτητών, τις τυχόν ειδικές εξουσίες του Δικαστηρίου, την έδρα του, τη γλώσσα της οποίας θα γίνει χρήση και τις γλώσσες των οποίων θα επιτραπεί η χρήση ενώπιόν του, και γενικά όσους τους όρους που συμφωνήθηκαν από τα μέρη.

Άρθρο 53

Το Μόνιμο Δικαστήριο είναι αρμόδιο για την κατάρτιση του Συνυποσχετικού, αν τα μέρη συμφώνησαν να προσφύγουν σε Συνυποσχετικό για το σκοπό αυτό.

Επίσης είναι αρμόδιο, ακόμα και αν η αίτηση γίνει από ένα μόνο μέρος, σε περίπτωση που αναζητήθηκε μάταια διευθέτηση δια της διπλωματικής οδού, εφόσον πρόκειται για:

1. Διαφορά που καλύπτεται από γενική περί Διαιτησίας Σύμβαση, που έχει συναφθεί ή ανανεωθεί μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, που προβλέπει για κάθε διαφορά τη σύναψη Συνυποσχετικού και που δεν αποκλείει είτε ρητά είτε σιωπηρά την κατάρτιση αυτού από την αρμοδιότητα του Δικαστηρίου. Όμως προσφυγή δεν μπορεί να γίνει στο δικαστήριο αν το άλλο μέρος δηλώσει ότι κατά τη γνώμη του η διαφορά δεν ανήκει στην κατηγορία εκείνων που υπόκεινται σε υποχρεωτική διαιτησία, εκτός αν η Σύμβαση περί Διαιτησίας αναγνωρίζει στο Διαιτητικό Δικαστήριο την αρμοδιότητα να αποφανθεί για το προδικαστικό αυτό ζήτημα.

2. Διαφορά που πηγάζει από συμβατικά χρέη τα οποία απαιτούνται από κάποια δύναμη έναντι άλλης, ως οφειλόμενα σε υπηκόους της, και για τη λύση της οποίας έγινε αποδεκτή η πρόταση διαιτησίας. Η διάταξη αυτή δεν εφαρμόζεται αν ως όρος αποδοχής της

Διαιτησίας τέθηκε η σύνταξη του Συνυποσχετικού με άλλο τρόπο.

Άρθρο 54

Στις περιπτώσεις του προηγούμενου Άρθρου, το Συνυποσχετικό θα καταρτιστεί από Επιτροπή από πέντε μέλη, τα οποία επιλέγονται σύμφωνα με το Άρθρο 45, παρα. 3-6.

Το πέμπτο μέλος προεδρεύει της επιτροπής *ex officio*.

Άρθρο 55

Το Δειτούργημα του Διαιτητή δύναται να ανατεθεί σε ένα μόνο Διαιτητή ή και σε περισσότερους, οι οποίοι επιλέγονται από τα μέρη κατά βούληση ή εκλέγονται από αυτά μεταξύ των μελών του Μόνιμου Δικαστηρίου που ιδρύθηκε από την παρούσα Σύμβαση.

Αν το δικαστήριο δεν ιδρυθεί με συμφωνία των μερών, αυτό ιδρύεται με τον τρόπο που ορίζει το Άρθρο 45, παρα 3-6.

Άρθρο 56

Σε περίπτωση που εκλέγεται ως Διαιτητής ηγεμόνας ή αρχηγός Κράτους, η διαδικασία που αφορά τη διαιτησία κανονίζεται από αυτόν.

Άρθρο 57

Ο Επιδιαιτητής είναι *ex officio* Πρόεδρος του Δικαστηρίου.

Σε περίπτωση που δεν υπάρχει Επιδιαιτητής στο Δικαστήριο, ορίζει αυτό τον Πρόεδρό του.

Άρθρο 58

Σε περίπτωση κατάρτισης του Συνυποσχετικού από Επιτροπή όπως προβλέπεται στο άρθρο 54, και ελλείψει συμφωνίας περί του αντιθέτου, η Επιτροπή αυτή θα απαρτίσει το Διαιτητικό Δικαστήριο.

Άρθρο 59

Σε περίπτωση θανάτου, παραίτησης ή κωλύματος Διαιτητή από οποιαδήποτε αιτία, η αντικατάστασή του γίνεται με τον τρόπο που γίνεται ο διορισμός.

Άρθρο 60

Αν τα μέρη δεν όρισαν άλλο τόπο, το Δικαστήριο εδρεύει στη Χάγη.

Το Δικαστήριο δεν δύναται να εδρεύει στην επικράτεια τρίτης Δύναμης χωρίς τη συναίνεσή της.

Η έδρα που ορίστηκε δεν δύναται να μεταβληθεί από το Δικαστήριο, χωρίς τη συναίνεση των μερών.

Άρθρο 61

Αν το Συνυποσχετικό δεν καθόρισε τις γλώσσες των οποίων θα γίνει χρήση, τότε το θέμα αποφασίζεται από το Δικαστήριο.

Άρθρο 62

Τα μέρη δικαιούνται να διορίσουν στο Δικαστήριο ειδικούς αντιπροσώπους για να ενεργούν ως σύνδεσμοι επικοινωνίας μεταξύ αυτών και του Δικαστηρίου.

Δικαιούνται επίσης να αναθέσουν την υπεράσπιση των δικαιωμάτων και συμφερόντων τους ενώπιον του Δικαστηρίου σε συμβούλους ή δικηγόρους που διορίζονται από αυτά για το σκοπό αυτό.

Τα μέλη του Μόνιμου Δικαστηρίου δεν επιτρέπεται να ενεργούν ως αντιπρόσωποι, σύμβουλοι ή δικηγόροι παρά μόνο υπέρ της Δύναμης που διορίσε αυτά ως μέλη του Δικαστηρίου.

Άρθρο 63

Κατά γενικό κανόνα η διαδικασία της Διαιτησίας περιλαμβάνει δύο ξεχωριστά στάδια: την έγγραφη διαδικασία και την προφορική

συζήτηση.

Η έγγραφη διαδικασία συνίσταται στην ανακοίνωση από τους αντιπροσώπους κάθε μέρους, προς τα μέλη του Δικαστηρίου και το αντίδικο, των υπομνημάτων, ανθυπομνημάτων και, αν χρειασθεί των ανταπαντήσεων τα μέρη συνάπτουν σε αυτά όλα τα έγγραφα και αποδεικτικά που τυχόν επικαλούνται. Η ανακοίνωση αυτή γίνεται είτε απευθείας είτε μέσω του Διεθνούς Γραφείου με τον τρόπο και τις προθεσμίες που καθορίζονται από το Συνυποσχετικό.

Οι προθεσμίες που καθορίζονται από το Συνυποσχετικό δύνανται να παραταθούν είτε με κοινή συμφωνία των μερών είτε και από το Δικαστήριο, αν κρίνει αυτό αναγκαίο προς επίτευξη δίκαιης απόφασης.

Η συζήτηση συνίσταται στην προφορική ανάπτυξη των επιχειρημάτων των μερών ενώπιον του Δικαστηρίου.

Άρθρο 64

Επικυρωμένο αντίγραφο κάθε εγγράφου που προσάγεται από ένα μέρος πρέπει να ανακοινώνεται στο άλλο μέρος.

Άρθρο 65

Εκτός από ειδικές περιπτώσεις, το δικαστήριο δεν συνέρχεται παρά μόνο μετά τη λήξη της διαδικασίας.

Άρθρο 66

Η προφορική συζήτηση διευθύνεται από τον Πρόεδρο.

Οι συζητήσεις διεξάγονται δημόσια μόνο αν υπάρχει σχετική με αυτό απόφαση του Δικαστηρίου που λήφθηκε με συναίνεση των μερών.

Οι συζητήσεις καταχωρούνται σε πρακτικά συντασσόμενα από γραμματείς που διορίζονται από τον Πρόεδρο. Τα πρακτικά αυτά υπογράφονται από τον Πρόεδρο και ένα από τους Γραμματείς και

μόνο αυτά έχουν επίσημο χαρακτήρα.

Άρθρο 67

Μετά το τέλος της προδικασίας, το Δικαστήριο δικαιούται να αποκλείσει από τη συζήτηση κάθε νέο έγγραφο ή αποδεικτικό στοιχείο που τυχόν προσάγεται από κάποιο από τα μέρη χωρίς τη συναίνεση του άλλου.

Άρθρο 68

Το Δικαστήριο είναι ελεύθερο να λάβει υπόψη νέα έγγραφα ή αποδεικτικά στοιχεία για τα οποία οι αντιπρόσωποι ή οι σύμβουλοι των μερών θα επιστήσουν την προσοχή του.

Σε τέτοια περίπτωση το δικαστήριο δικαιούται να απαιτήσει την παραγωγή αυτών των εγγράφων ή αποδεικτικών στοιχείων, αλλά είναι υποχρεωμένο συγχρόνως να τα ανακοινώσει και στο άλλο μέρος.

Άρθρο 69

Το Δικαστήριο δικαιούται επίσης να απαιτήσει από τους αντιπρόσωπους των μερών την παραγωγή οποιουδήποτε εγγράφου καθώς και κάθε διευκρίνιση που κρίνεται από αυτό αναγκαία. Σε περίπτωση άρνησης, το Δικαστήριο λαμβάνει αυτήν υπό σημείωση.

Άρθρο 70

Οι αντιπρόσωποι και σύμβουλοι των μερών δικαιούνται να αναπτύξουν προφορικά ενώπιον του Δικαστηρίου όσα επιχειρήματα κρίνουν πρόσφορα για υπεράσπιση της υπόθεσής τους.

Άρθρο 71

Δικαιούνται να εγείρουν ενστάσεις και παρεμπόδιοντα ζητήματα. Οι αποφάσεις του Δικαστηρίου σχετικά με αυτά είναι οριστικές και δεν μπορούν να αποτελέσουν το αντικείμενο οποιασδήποτε μεταγενέστερης συζήτησης.

Άρθρο 72

Τα μέλη του Δικαστηρίου δικαιούνται να θέτουν ερωτήσεις στους αντιπροσώπους και συμβούλους των μερών και να ζητούν από αυτούς διευκρινίσεις για τα σκοτεινά ζητήματα.

Ούτε οι ερωτήσεις που τίθενται, ούτε οι παρατηρήσεις που γίνονται από τα μέλη του Δικαστηρίου κατά τη συζήτηση, δύνανται να θεωρηθούν ως έκφραση γνώμης του Δικαστηρίου ή του καθενός από τα μέλη αυτού.

Άρθρο 73

Το Δικαστήριο έχει εξουσία να κηρύσσει την αρμοδιότητά του για την ερμηνεία του Συνυποσχετικού καθώς και των άλλων Συνθηκών που δυνατόν να γίνει επίκληση, καθώς και για την εφαρμογή των αρχών του δικαίου.

Άρθρο 74

Το Δικαστήριο δικαιούται να εκδίδει διαδικαστικούς κανόνες για τη διεξαγωγή της διαδικασίας, να καθορίζει τους τύπους, τη σειρά και τις προθεσμίες μέσα στις οποίες οφείλουν τα μέρη να υποβάλουν τα τελικά τους επιχειρήματα και να διευθετήσει όλες τις διευκολύνσεις για τη διεξαγωγή των αποδείξεων.

Άρθρο 75

Τα μέρη υποχρεούνται να εφοδιάσουν το Δικαστήριο, κατά το μέτρο που κρίνουν ως το ευρύτερο δυνατό, με όλα τα αναγκαία στοιχεία για το χειρισμό της υπόθεσης.

Άρθρο 76

Για όλες τις κοινοποιήσεις που θα γίνονται από το Δικαστήριο εντός της επικράτειας τρίτης Συμβαλλόμενης Δύναμης, το Δικαστήριο απευθύνεται άμεσα στην Κυβέρνηση της Δύναμης αυτής. Το ίδιο ισχύει προκειμένου να διεξαχθεί επιτόπια αποδεικτική διαδικασία.

Η εκτέλεση των αιτήσεων για το σκοπό αυτό θα διενεργείται σύμφωνα με τις διατάξεις της εσωτερικής νομοθεσίας της Δύναμης προς την οποία απευθύνεται η αίτηση. Άρνηση εκτέλεσης δεν επιτρέπεται, εκτός αν η Δύναμη αυτή κρίνει ότι αυτές δύνανται να θίξουν τα κυρίαρχικά της δικαιώματα ή την ασφάλειά της.

Το Δικαστήριο δικαιούται με τον ίδιο τρόπο πάντοτε να προσφύγει στη μεσολάβηση της Δύναμης στην επικράτεια της οποίας εδρεύει.

Άρθρο 77

Μετά την υποβολή από τους αντιπροσώπους και τους συμβούλους των μερών των διαφόρων αυτών αναπτύξεων και αποδείξεων προς υπεράσπιση της υπόθεσής τους, ο Πρόεδρος κηρύσσει τη συζήτηση περαιωμένη.

Άρθρο 78

Οι διασκέψεις του Δικαστηρίου διεξάγονται κεκλεισμένων των θυρών και η διαδικασία παραμένει μυστική.

Οι αποφάσεις λαμβάνονται κατά πλειοψηφία των μελών του Δικαστηρίου.

Άρθρο 79

Η Διαιτητική Απόφαση πρέπει να είναι αιτιολογημένη. Αναφέρει τα ονόματα των Διαιτητών· υπογράφεται από τον Πρόεδρο και το Γραμματέα ή τον Υπογραμματέα που τον αναλαμβάνει.

Άρθρο 80

Η απόφαση διαβάζεται σε δημόσια συνεδρίαση, παρόντων των αντιπροσώπων και συμβούλων των μερών ή τούτων προσκόντως κλητευθέντων.

Άρθρο 81

Η απόφαση, που εκδόθηκε και κοινοποιήθηκε στους αντιπροσώπους των μερών με τον προσήκοντα τρόπο, λύει οριστικά και ανέκκλητα τη διαφορά.

Άρθρο 82

Κάθε διαφορά που τυχόν προκύπτει μεταξύ των μερών σε σχέση με την ερμηνεία ή εκτέλεση της Διαιτητικής Απόφασης υποβάλλεται, εκτός αν υπάρχει Συμφωνία για το αντίθετο, στην κρίση του Δικαστηρίου που την έκδωσε.

Άρθρο 83

Τα μέρη μπορούν να επιφυλάξουν στο Συνυποσχετικό το δικαίωμα να ζητήσουν την αναθεώρηση της Διαιτητικής Απόφασης.

Σε τέτοια περίπτωση και εκτός αν υπάρχει Συμφωνία για το αντίθετο η αίτηση απευθύνεται στο Δικαστήριο που έκδωσε την απόφαση. Αυτή μπορεί να υποβληθεί μόνο για το λόγο ανακάλυψης νέου γεγονότος, το οποίο δύναται από τη φύση του να ασκήσει αποφασιστική επίδραση στη Διαιτητική Απόφαση και που είναι άγνωστο κατά το χρόνο λήξης των συζητήσεων στο Δικαστήριο και στο μέρος που αιτείται την αναθεώρηση.

Η διαδικασία της αναθεώρησης αρχίζει μόνο μετά από απόφαση του Δικαστηρίου που ρητά βεβαιώνει την ύπαρξη του νέου γεγονότος και αναγνωρίζει σε αυτό τον αναφερόμενο στην προηγούμενη παράγραφο χαρακτήρα και που κηρύττει, για το λόγο αυτό, δεκτή την αίτηση.

Το Συνυποσχετικό ορίζει την προθεσμία εντός της οποίας πρέπει να γίνει η αίτηση για αναθεώρηση.

Άρθρο 84

Η Διαιτητική Απόφαση δεσμεύει μόνο τα ενδιαφερόμενα μέρη της διαφοράς.

Όταν αφορά σε ερμηνεία Σύμβασης στην οποία συμμετέχουν και άλλες Δυνάμεις εκτός από τα ενδιαφερόμενα μέρη, αυτά οφείλουν να πληροφωρούν σχετικά όλες τις Δυνάμεις που υπογράφουν τη Σύμβαση στον κατάλληλο χρόνο. Καθεμιά από τις Δυνάμεις αυτές δικαιούται να παρέμβει στη διαδικασία.

Όσες από αυτές πολούνται χρήση του δικαιώματος αυτού, η ερμηνεία που περιέχεται στη Διαιτητική Απόφαση είναι εξίσου δεσμευτική γι' αυτές.

Άρθρο 85

Κάθε μέρος καταβάλλει τις δικές του δαπάνες καθώς και ίσο μερίδιο από τις δαπάνες του Δικαστηρίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV. Συνοπτική Διαιτητική Διαδικασία**Άρθρο 86**

Προς διευκόλυνση της λειτουργίας του συστήματος διαιτησίας σε διαφορές δεκτικές συνοπτικής διαδικασίας, οι Συμβαλλόμενες Δυνάμεις θεσπίζουν τους ακόλουθους κανόνες, οι οποίοι θα εφαρμόζονται ελλείψει άλλων διευθετήσεων και τηρουμένης της επιφύλαξης ότι οι διατάξεις του Κεφαλαίου III εφαρμόζονται στην έκταση κατά την οποία τούτο είναι δυνατό.

Άρθρο 87

Καθένας από τα ενδιαφερόμενα μέρη της διαφοράς διορίζει από ένα Διαιτητή. Οι δυο Διαιτητές που διορίστηκαν με τον τρόπο αυτό εκλέγουν Επιδιαιτητή. Αν δεν συμφωνήσουν σε αυτό, καθένας από αυτούς προτείνει δύο υποψήφιους από αυτούς που αναγράφονται στο γενικό κατάλογο των μελών του Μόνιμου Δικαστηρίου, εξαιρουμένων αυτών που διορίστηκαν από εκάτερο μέρος και που δεν είναι υπήκοοι

κανενός από αυτά. Από τους υποψηφίους που ορίστηκαν με τον τρόπο αυτό, ο Επιδιαιτητής αποφασίζεται με κλήρωση.

Ο Επιδιαιτητής προεδρεύει του Δικαστηρίου, το οποίο αποφασίζει κατά πλειοψηφία.

Άρθρο 88

Ελλείψει προηγούμενης συμφωνίας, το Δικαστήριο, αμέσως μετά την κατάρτισή του, ορίζει την προθεσμία εντός της οποίας τα μέρη πρέπει να υποβάλουν τα αντίστοιχα υπομνήματά τους.

Άρθρο 89

Καθένα μέρος εκπροσωπείται ενώπιον του Δικαστηρίου με ένα αντιπρόσωπο ο οποίος ενεργεί ως σύνδεσμος επικοινωνίας μεταξύ του Δικαστηρίου και της Κυβέρνησης που το διόρισε.

Άρθρο 90

Η διαδικασία διεξάγεται αποκλειστικά εγγράφως. Καθένα από τα μέρη όμως, δικαιούται να κλητεύσει μάρτυρες και πραγματογνώμονες. Από της πλευράς του, το Δικαστήριο έχει το δικαίωμα να ζητεί προφορικές εξηγήσεις από τους αντιπροσώπους των δύο μερών, τους πραγματογνώμονες και τους μάρτυρες την παρουσία των οποίων έκρινε χρήσιμη.

ΜΕΡΟΣ V. ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 91

Η παρούσα Σύμβαση, εφόσον επικυρωθεί με τον προσήκοντα τρόπο, θα αντικαταστήσει, στις αμοιβαίες σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλομένων Δυνάμεων, τη Σύμβαση περί Ειρητινίου Διακανονισμού των Διεθνών Δισφορών της 29ης Ιουλίου 1899.

Άρθρο 92

Η παρούσα Σύμβαση θα πρέπει να επικυρωθεί το ταχύτερο.

Οι επικυρώσεις θα κατατεθούν στη Χάγη.

Η πρώτη κατάθεση των επικυρώσεων θα πιστοποιηθεί με πρακτικό υπογραμμένο από τους Αντιπροσώπους των Δυνάμεων που συμμετέχουν και του Υπουργού των Εξωτερικών των Κάτω Χωρών.

Οι μεταγενέστερες καταθέσεις των επικυρώσεων θα γίνονται με έγγραφη κοινοποίηση, η οποία θα απευθύνεται προς την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών και θα συνοδεύεται από το έγγραφο της επικύρωσης.

Επικυρωμένο αντίγραφο του πρακτικού της πρώτης κατάθεσης των επικυρώσεων, των κοινοποιήσεων που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο και των εγγράφων επικυρώσεων θα διαβιβάζεται αμέσως με φροντίδα της Κυβέρνησης των Κάτω Χωρών δια της διπλωματικής οδού στις Δυνάμεις που κλήθηκαν στη Δεύτερη Συνδιάσκεψη της Ειρήνης, καθώς και στις υπόλοιπες Δυνάμεις που προσχωρούν στη Σύμβαση. Στις περιπτώσεις της προηγούμενης παραγράφου, η Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών θα γνωστοποιήσει σε αυτές συγχρόνως και την ημερομηνία της παραλαβής των κοινοποιήσεων.

Άρθρο 93

Δυνάμεις που δεν υπογράφουν και που κλήθηκαν στη Δεύτερη Συνδιάσκεψη της Ειρήνης, μπορούν να προσχωρήσουν στην παρούσα Σύμβαση.

Η Δύναμη που επιθυμεί να προσχωρήσει γνωστοποιεί γραπτώς την πρόθεσή της αυτή στην Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών, διαβιβάζοντας σε αυτή συγχρόνως και την πράξη προσχώρησης, που κατατίθεται στα αρχεία της εν λόγω Κυβέρνησης.

Η Κυβέρνηση αυτή θα διαβιβάσει αμέσως σε όλες τις υπόλοιπες Δυνάμεις, που κλήθηκαν στη Δεύτερη Συνδιάσκεψη της Ειρήνης, επικυρωμένο αντίγραφο της κοινοποίησης και της πράξης προσχώρησης, αναφέροντας συγχρόνως την ημερομηνία της παραλαβής της κοινοποίησης.

Άρθρο 94

Οι όροι κάτω από τους οποίους μπορούν να προσχωρήσουν στην παρούσα Σύμβαση οι δυνάμεις που δεν κλήθηκαν στη Δεύτερη Συνδιάσκεψη της Ειρήνης, θα αποτελέσουν αντικείμενο μεταγενέστερης Συμφωνίας μεταξύ των Συμβαλλομένων Δυνάμεων.

Άρθρο 95

Η παρούσα Σύμβαση αρχίζει να ισχύει, για τις Δυνάμεις που δεν συμμετείχαν στην πρώτη κατάθεση των επικυρώσεων, εξήντα ημέρες μετά την ημερομηνία του πρακτικού της κατάθεσης αυτής, και για τις Δυνάμεις που επικύρωσαν ή προσχώρησαν μεταγενέστερα, εξήντα ημέρες μετά από την παραλαβή της κοινοποίησης της επικύρωσης ή προσχώρησής τους από την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών.

Άρθρο 96

Αν κάποιο από τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιθυμεί να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση, η καταγγελία πρέπει να κοινοποιηθεί γραπτώς στην Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών, η οποία οφείλει αμέσως να διαβιβάσει επικυρωμένο αντίγραφο της κοινοποίησης σε όλες τις υπόλοιπες Δυνάμεις, γνωστοποιώντας σε αυτές συγχρόνως και την ημερομηνία παραλαβής της.

Η καταγγελία παράγει αποτέλεσμα μόνο σε σχέση με τη Δύναμη που την κοινοποιεί και μετά από ένα έτος από την παραλαβή αυτής από την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών.

Άρθρο 97

Στο υπουργείο Εξωτερικών των Κάτω Χωρών τηρείται αρχείο στο οποίο σημειώνεται η ημερομηνία κατάθεσης των επικυρώσεων που έγιναν με βάση το Άρθρο 92, παράγραφοι 3 και 4, καθώς και η ημερομηνία κατά την οποία λήφθηκαν οι κοινοποιήσεις των προσχωρήσεων (Άρθρο 93, παράγραφος 2) ή καταγγελιών (Άρθρο 96, παράγραφος 1)

Καθεμιά από τις συμβαλλόμενες Δυνάμεις δικαιούται να έχει πρόσβαση στο αρχείο αυτό και να ζητεί επικυρωμένα αντίγραφα αυτού.

Για πιστοποίηση των πιο πάνω, οι εντεταγμένοι Πληρεξούσιοι έχουν θέσει τις υπογραφές τους στην παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στη Χάγη, στις 18 Οκτωβρίου 1907, σε ένα αντίτυπο, το οποίο θα μείνει κατατεθειμένο στα αρχεία της Κυβέρνησης των Κάτω Χωρών, και επικυρωμένα αντίγραφα του θα διαβιβασθούν δια της διπλωματικής οδού στις Συμβαλλόμενες Δυνάμεις.